



Lundi 11 février 2013

Tunisie : « Le peuple veut une nouvelle révolution »

Ce slogan a rythmé les manifestations monstres de vendredi dernier pour l'enterrement de Chokri Belaïd. Un million quatre cent mille personnes ont accompagné sa dépouille dans ce petit pays de dix millions d'habitants, où toute l'activité économique était arrêtée à la faveur d'une grève générale appelée par le syndicat UGTT. Une démonstration de force de la classe ouvrière et de la jeunesse, dirigée contre les islamistes d'Ennahda au pouvoir depuis plus d'un an.

Un meurtre pour intimider les travailleurs

Chokri Belaïd n'était pas seulement un défenseur des droits de l'homme comme les médias le présentent ici. Militant syndical, il dirigeait une coalition de partis de gauche et d'extrême-gauche, accusée par le pouvoir d'encourager les sit-in, grèves et manifestations qui se sont multipliés depuis la fuite de Ben Ali il y a deux ans.

La mission du gouvernement islamiste était de mettre fin à cette agitation ouvrière qui gêne les affaires de la bourgeoisie tunisienne et internationale. C'est pourquoi, lors de son accession au pouvoir, Ennahda a reçu le soutien de tous les dirigeants des pays impérialistes, France en tête. Manuel Valls, a beau jeu de dénoncer aujourd'hui « *l'islamo-fascisme* » alors qu'à l'époque le Parti socialiste était unanime pour qualifier le nouveau gouvernement de démocratique et saluer le retour prochain d'un climat serein dans les affaires.

Si la démagogie religieuse avait suffi il y a un an pour permettre à Ennahda d'accéder au pouvoir, les prêches n'ont eu aucun effet pour mettre un terme aux combats incessants des travailleurs. Ennahda a donc choisi la manière forte, en encourageant les agissements de milices protégées par la police, les mal-nommées « *ligues de protection de la révolution* », chargées en fait de semer la terreur parmi les femmes des quartiers pauvres, d'attaquer les piquets de grève et les sit-in de chômeurs.

En décembre dernier, ces bandes ont attaqué le siège de l'UGTT à Tunis avec les encouragements du gouvernement, le chef du parti islamiste appelant à « *lancer des avis de recherche pour purger tous les locaux de l'union syndicale* ». L'assassinat de Chokri Belaïd s'inscrit dans la lignée de ces provocations directement orchestrées par le pouvoir pour faire rentrer les travailleurs dans le rang.

Retour de bâton bien mérité

Mais les explosions de colère spontanées et la grève générale de vendredi, particulièrement suivie dans les régions déshéritées du centre où les islamistes avaient pourtant fait leurs meilleurs scores il y a un an, ont révélé que la classe ouvrière est loin de céder à la terreur. Bien au contraire, c'est le gouvernement qui est en pleine crise : le premier ministre annonce un remaniement, contre l'avis du chef de son parti, lui-même opportunément réfugié à Londres.

Face à cette débâcle, la bourgeoisie tunisienne et internationale se précipite pour proposer une solution de rechange : il faudrait une « *union nationale* », un dialogue entre tous les partis, pour « *en finir avec la violence politique* ». En tête de gondole de l'opposition respectable, une alliance de partis dits démocratiques, qui regroupe en réalité des cadres de l'ancienne dictature.

Il faut une deuxième révolution

Ce n'est pas un nouvel accord conclu entre des partis bourgeois, religieux ou laïcs, au nom du « *dialogue national* » qui pourrait apporter des réponses aux revendications démocratiques et sociales des Tunisiens. Alors que le patronat est à l'offensive en licenciant à tour de bras et en faisant augmenter les prix de plus en plus vite pour compenser les hausses de salaires obtenues par les nombreuses grèves, comment imaginer qu'une coalition de partis représentant ses intérêts pourrait apporter quoique ce soit aux exploités ?

Au contraire, comme le scandaient les foules vendredi dernier, il faut une deuxième révolution, sociale cette fois-ci. Pas seulement pour faire déguerpir les dictateurs du moment, mais pour en finir avec la misère et les patrons qui l'entretiennent et en profitent.

Tous contre les licenciements

Mardi dernier, le rassemblement à Aulnay a regroupé près de 500 personnes pour s'opposer aux plans de la direction de PSA : des travailleurs d'Aulnay bien sûr, mais aussi des dirigeants syndicaux, des politiques et surtout des délégations d'entreprises en lutte, qui font face aux mêmes menaces que nous. Renault, Sanofi, Goodyear et bien d'autres, étaient représentés et bien décidés à ne pas se laisser faire. Tous ont abordé la question de fédérer les luttes.

Le lendemain, les Arcelor-Mittal de Florange manifestaient à Strasbourg avec les autres sites en Europe. Comme pour nous, comme pour Renault, les attaques ont lieu contre tel ou tel site mais aussi à l'échelle de ces grands groupes, contre lesquels il faut une riposte de grande ampleur. Voilà ce que craignent le Medef et le gouvernement.

L'union fait la force. C'est pour cela que les travailleurs doivent lutter ensemble, comme nous avons commencé à le faire en nous rendant sur les autres sites PSA, à Renault et encore ailleurs demain.

Les travailleurs de Goodyear appellent à manifester demain mardi 12 février. Là encore nous devons être présents, avec d'autres boîtes, pour refuser les fermetures et les licenciements.

Petroplus : le raffinement dans le mensonge

Cela fait plus d'un an que ministres et patrons cherchent à mener en bateau les 470 travailleurs de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne. Mercredi dernier, Montebourg leur faisait miroiter la candidature de cinq repreneurs, dont deux « très sérieux ». Dans l'après-midi, on apprenait que ces offres n'étaient pas acceptables « en l'état »... en revanche, le plan de licenciement était lancé.

Si les salariés de Petit-Couronne ne savent pas quel sort on leur réserve dans les couloirs des ministères et des tribunaux de commerce, ils peuvent aussi bien, par leurs luttes, en décider eux-mêmes.

La presse de la calomnie

On a vu comment PSA, relayé par le gouvernement et une partie de la presse, s'est acharné à calomnier les grévistes. Mais nous ne sommes pas les seules cibles des patrons casseurs. En réponse à la grève des ouvriers de Presstalis, société qui distribue la presse écrite, les quotidiens nationaux ont suspendu leur parution mercredi dernier et déclenché une campagne de calomnies

contre les grévistes accusés, entre autres, d'entrave au droit à l'information.

Visiblement, le droit à la désinformation, lui, se porte bien ! Les salariés de Presstalis se battent contre le licenciement de la moitié d'entre eux (1250 sur 2500). S'ils ne peuvent pas s'exprimer dans les colonnes des journaux, ils ont mille fois raison de rappeler par leur grève qu'il n'y aurait pas de presse sans eux.

Montebourg porte-parole des licenciés

Ces derniers jours, Montebourg s'est illustré par des petites phrases qui en disent long sur le soi-disant sauveur de l'industrie française. Après avoir enjoint la CGT de Goodyear à « *mettre de l'eau dans son vin* », il juge « *modérés* » les efforts (8260 suppressions de postes et gel des salaires) demandés par la direction de Renault à ses salariés. Et aux ouvriers de PSA, en grève depuis près d'un mois contre la fermeture d'Aulnay, il ose dire que cette fermeture était inéluctable.

Quand les patrons ferment des usines, suppriment des postes, gèlent les salaires, imposent la mobilité forcée, ils sont « modérés ». Mais quand les travailleurs luttent contre ces attaques, ils doivent se calmer et être raisonnables ! Ce n'est pas la production que Montebourg veut redresser, mais les travailleurs qu'il rêve de dresser. A moins que ce soient les travailleurs, tous unis dans la lutte, qui mettent le ministre et ses amis patrons à la redresse.

Au Mali, comme en Afghanistan ?

Manifestement, Hollande a crié victoire un peu vite. La guerre au Mali n'est pas près de finir. Hier, dimanche 10 février, les combats faisaient rage à Gao, la ville du nord que l'armée française prétendait avoir conquise et sécurisée !

Par ailleurs, les témoignages sur les exactions de l'armée malienne se multiplient. *Amnesty International* dénonce des exécutions sommaires, et des charniers ont été montrés par un récent reportage sur France 2. Et des civils ont été tués par des bombardements de l'armée française.

Hollande prétendait partir en guerre contre des « *criminels et des terroristes* ». On voit que sur ce terrain les armées française et malienne ne sont pas en reste. L'intérêt de la population ne rentre pas dans les calculs de Hollande. Il s'agit avant tout de maintenir la domination impérialiste en Afrique, pour permettre aux multinationales françaises de piller les ressources du continent.

Troupes françaises hors d'Afrique !